

Conclusion

Cette étude constitue la première tentative visant à identifier les programmes œuvrant dans les domaines de la prévention secondaire et tertiaire de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Canada. En effet, jusqu'à présent, il n'existait aucun répertoire ni description des organisations œuvrant dans ce domaine au pays. Le présent rapport était consacré à la description de ces organisations et sera suivi par un second rapport qui portera sur les enjeux de collaboration et par un troisième rapport qui se penchera sur les modèles d'intervention et les enjeux relatifs à l'intervention.

Les points ci-dessous résument les résultats du rapport :

1. Le domaine de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme en est encore à ses débuts au Canada; les programmes de prévention sont très jeunes et dans plusieurs cas non spécialisés ou non formés dans le domaine;

2. Les organisations faisant de la prévention secondaire et tertiaire dans un contexte de radicalisation violente sont distribuées inégalement à travers le pays et sont majoritairement concentrées dans les grandes villes du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta. Plusieurs zones du pays demeurent sans ressources spécialisées sur la question et mettent de la pression sur les ressources existantes;

3. Les praticiens.nes canadiens.nes ne se sentent pas suffisamment équipés.es pour travailler auprès d'individus à risque et/ou en processus de radicalisation et ressentent de l'anxiété lorsqu'ils.elles sont appelés.es à intervenir dans ce contexte;

4. Les chercheurs.euses jouent des rôles multiples au sein des programmes d'intervention. Ces rôles vont parfois au-delà de la recherche. En effet, certains.es chercheurs.euses étaient impliqués.es dans les interventions auprès de la clientèle ou dans la conception des programmes d'intervention. Ceci pourrait être dû au manque de praticiens.nes et de ressources, ou à une confusion autour des compétences nécessaires pour effectuer des interventions dans le domaine.

5. Les collaborations multisectorielles et entre les équipes sont souhaitées et encouragées, mais sont également compliquées en raison de la concurrence due au financement et des différences dans les approches d'intervention et de partage de l'information, plus particulièrement entre le secteur psychosocial et celui des forces de l'ordre.